

# La politique « invisible » du Canada au Proche-Orient : il est temps d'y repenser

## Exposé de position du Conseil national des relations canado-arabes

Pour la première fois dans l'histoire récente, de nombreux Canadiens ont eu un aperçu des malheurs existants dans un large éventail de pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui comptent près d'un demi-milliard de personnes. Et nous avons assisté pour la première fois à une soif puissante de liberté et de démocratie, dans une région que nous pensions surtout submergée par le despotisme et l'influence croissante de l'islam radical.

Nous avons également découvert des choses troublantes au sujet de certains des alliés et des amis du Canada dans la région. Nous avons appris que Moubarak était un dictateur kleptocratique dont la famille est fabuleusement riche. Et que le colonel Kadhafi au pouvoir en Libye a embauché des mercenaires originaires de l'Afrique subsaharienne afin de demeurer en place. Et que président désormais déchu de Tunisie a également été maintenu en place par un appareil d'État omniprésent et redouté cautionnant la torture. Et que le Bahreïn est une

*“Les chefs de l'opposition égyptienne ont été torturés, emprisonnés et exécutés pendant des années.”*

monarchie absolue, à travers laquelle une minorité sunnite représentant environ 30 % de la population règne sur une majorité chiite avec le soutien de la flotte étasunienne.

Pour la plupart des Canadiens, ces révélations font quelque peu l'effet d'une surprise. Nous savions vaguement bien sûr que les choses n'allaient « pas très bien » là-bas, mais nous ne savions pas qu'elles

allaient « si mal ». Nous avons rapidement et spontanément sympathisé avec les peuples tyrannisés et opprimés manifestant dans les rues pour exiger la liberté et la démocratie. Nous avons été heureux lorsque notre gouvernement a exhorté au « calme » et au « respect de la démocratie » le plus rapidement possible.

### Nous n'aurions pas dû être surpris

Mais la famille Moubarak ne s'est pas enrichie du jour au lendemain. Les chefs de l'opposition égyptienne ont été torturés, emprisonnés et exécutés pendant des années. Kadhafi a utilisé des mercenaires étrangers pendant quatre décennies. Il y a eu une grave détérioration des structures démocratiques naissantes en Tunisie sous le régime de Ben Ali pendant de nombreuses années.

Alors que la plupart des Canadiens découvrent maintenant seulement l'étendue de ces dictatures et de ces violations des droits de la personne, tout cela, et bien plus encore, était bien connu de nos diplomates professionnels canadiens en poste en Égypte, en Libye, en Tunisie, en Jordanie, etc. pendant de nombreuses années. Le Canada dispose d'excellents agents du service extérieur – des ambassadeurs et leur personnel, dans tous ces pays. Ils discutent avec tout le monde – y compris des groupes d'opposition, des associations professionnelles, des chefs d'entreprise et d'autres ambassadeurs. Et ils envoient des rapports à Ottawa. En conséquence, le gouvernement canadien connaît depuis longtemps l'existence de la corruption et des ignominies qui se cachent dans les hauts lieux de nombreux pays arabes. Mais nous n'avons pas dit ou fait grand-chose à ce sujet jusqu'à ce que les gens manifestent massivement dans la rue, et que certains se fassent

tirer dessus.

Alors de quoi avons-nous l'air aujourd'hui aux yeux de la « rue arabe » quand, après trois décennies de relations amicales avec Moubarak, le Canada, soudainement et avec suffisance, « exige » que tout nouveau gouvernement égyptien respecte les droits de la personne, les droits des femmes et son traité de paix avec Israël?

## Pourquoi nous devons repenser notre politique à l'égard du Proche-Orient

Il est grand temps que nous ayons, au Canada, une discussion sérieuse concernant notre politique à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il y a trois raisons principales à cela.

**Premièrement**, notre pratique actuelle qui consiste à réclamer la démocratie et les droits de la personne dans certains pays (p. ex., l'Iran et la Syrie) tout en fermant les yeux sur d'autres (p. ex., l'Égypte, la Tunisie et l'Arabie saoudite) sape notre crédibilité politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La réalité est qu'il existe peu de véritables démocraties dans le monde, et que nous devons donc composer avec de nombreux pays dont les antécédents en matière de respect des droits de la personne ne seraient pas acceptables au Canada. Mais grâce à des réseaux d'actualité comme Al Jazeera et Al Arabiya, plus d'un milliard de musulmans du monde entier savent maintenant que le Canada est un fervent partisan des droits de la personne dans les pays qui lui conviennent, alors que nous sommes plutôt tolérants en ce qui a trait à d'autres pays. Et notre hypocrisie apparente est d'autant plus évidente lorsqu'une révolte populaire éclate et que le Canada prétend soudain « découvrir » que ses amis d'antan pouvaient être les auteurs d'actes aussi horribles.

**Deuxièmement**, notre politique actuelle qui consiste à placer notre soutien inconditionnel à Israël avant tout le reste constitue une atteinte à notre potentiel économique et commercial avec le monde arabo-musulman. Lorsque Lawrence Cannon, ministre des Affaires étrangères du Canada, a bloqué un communiqué final du Forum pour l'avenir à

Doha, au Qatar, en janvier 2011, les Canadiens l'ont à peine remarqué. Mais le monde arabe certainement. Son opposition portait sur un seul paragraphe dans le communiqué réaffirmant les résolutions de l'ONU sur les droits des Palestiniens. Le Canada se préoccupe à juste titre d'assurer la sécurité des Israéliens, quelle que soit la solution finale du conflit israélo-palestinien. Mais nous ne devrions pas être surpris de constater que notre politique unilatérale n'a fait qu'évaporer notre autorité morale et politique dans la région, et que nos occasions d'affaires au Moyen-Orient ont également été affectées.

*« Nous ne devrions pas être surpris de constater que notre politique unilatérale n'a fait qu'évaporer notre autorité morale et politique dans la région. »*

**Troisièmement**, nos politiques au Moyen-Orient portent atteinte à notre réputation auprès de nos alliés, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni. En tant que puissance moyenne, le Canada a exercé son influence principalement par son « pouvoir de convaincre » – sa tolérance, son acceptation des immigrants et sa détermination à s'en tenir à la défense des droits de la personne et du droit international ont été les leviers grâce auxquels notre pays a traditionnellement projeté ses valeurs et étendu son influence dans le monde.

D'importants dirigeants européens sont devenus de plus en plus critiques à l'encontre d'Israël au cours des dernières années. Cameron, Premier ministre de Grande-Bretagne, a décrit Gaza comme une « prison à ciel ouvert ». Angela Merkel, Premier ministre d'Allemagne a très clairement condamné le programme continu de M. Nétanyahou de construction de colonies illégales en Cisjordanie (et ceci, en dépit de l'angoisse permanente de l'Allemagne au sujet de l'holocauste).

Et pendant ce temps-là, le Canada a à peine sourcillé. Pour reprendre les mots de Paul Heinbecker, ancien ambassadeur du Canada à l'ONU, le gouvernement Harper « est demeuré en grande

partie muet au sujet de la construction en cours de colonies illégales sur le territoire palestinien, de l'appropriation et de la démolition de maisons palestiniennes à Jérusalem, de l'emplacement de la barrière de sécurité israélienne en territoire palestinien et du blocus permanent de Gaza, qui violent les conventions de Genève que le gouvernement du Canada a signées et ratifiées. »

Il en résulte que notre réputation internationale durement acquise de partisan des principes du droit international est sérieusement érodée. Les diplomates canadiens rapportent en privé que le Canada n'est plus considéré comme une source de conseil aux Nations Unies. Le fait que le Canada ait dû retirer sa candidature pour le Conseil de sécurité de l'ONU AVANT un vote qui aurait mis en évidence, de façon embarrassante, le peu d'influence qu'il nous reste maintenant au sein des forums internationaux, est symptomatique d'un problème plus vaste.

## Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir de discussion ouverte sur ce sujet important?

Le Canada a un intérêt stratégique à repenser sérieusement ses politiques à l'égard du monde arabe, de fond en comble. Quels sont nos intérêts, comment pouvons-nous les faire progresser? Quels sont nos atouts? Quelles sont nos limites? Toutes ces questions requièrent une discussion sérieuse. Mais il existe quatre obstacles principaux à cette conversation.

**Premièrement**, la politique étrangère canadienne à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été envenimée par une paranoïa du terrorisme. Qu'il existe un danger terroriste est indéniable. Que nous devons prendre des mesures pour nous protéger est également indéniable. Mais une vision neutre des faits montre que depuis l'attentat d'Air India, très peu de Canadiens ont été lésés par des attaques terroristes. Et pourtant, depuis le 11 septembre, il persiste un roulement de tambour permanent (certes moins ici qu'aux États-Unis) relatif aux dangers terroristes. Cela nous a conduits à nous allier à des dictateurs peu recommandables dans le monde arabe et à détourner le regard lorsque ces derniers

écrasent l'opposition tout en nous assurant que ses dirigeants sont tous des terroristes musulmans, fous et dangereux. Quiconque a observé les manifestants au Caire, à Tunis, à Alger, à Sana'a, au Bahreïn, à Amman, en Syrie ou en Libye sait que c'est loin d'être le cas.

*« Le Canada a dû retirer sa candidature pour le Conseil de sécurité de l'ONU AVANT un vote qui aurait mis en évidence, de façon embarrassante, le peu d'influence qu'il nous reste maintenant au sein des forums internationaux. »*

**Deuxièmement**, la politique étrangère officielle du Canada à l'égard de la région semble être complètement dominée par notre désir de protéger Israël. Qu'il s'agisse de la révolution en Égypte ou de la réforme démocratique en Jordanie, le Canada aborde maintenant presque tous les événements du monde arabe à travers un prisme israélien. En fait, la défense d'Israël a pris un ton presque religieux. Toute organisation canadienne qui formule des critiques même légères à l'encontre d'Israël ou de vagues déclarations de soutien des droits de la personne des Palestiniens doit s'attendre à des mesures punitives de la part de notre gouvernement. (Inter-Church organization Kairos, la débâcle de Droits et Démocratie, le définancement des projets de recherche du CRDI et l'étouffement financier du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) témoignent de cette approche.)

L'attachement du gouvernement actuel à considérer toute question relative à Israël selon le principe du « tort » ou de la « raison » est repris par un puissant lobby pro-israélien au Canada, qui promeut constamment le point de vue israélien tout en demeurant prêt à enduire de goudron toute critique d'Israël, quelle que soit sa source, en la qualifiant d'« antisémite ». Bien entendu, l'antisémitisme existe au Canada et doit être combattu. Mais de toute évidence, toutes les critiques à l'encontre d'Israël ne sont pas motivées par l'antisémitisme. Nous devrions être capables de reconnaître les préoccupa-

tions liées à la sécurité d'Israël tout en demeurant critiques vis-à-vis de certaines des politiques et des actions de ce pays. Toutefois, à l'heure actuelle, il existe peu de marge de manœuvre au Canada pour une discussion raisonnée relative à la position appropriée que notre pays devrait adopter au sujet de la question épineuse propre à Israël et à la Palestine.

**Troisièmement**, nous n'avons pas, au Canada, de connaissances approfondies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Contrairement aux États-Unis, nous ne disposons d'aucun groupe de réflexion se consacrant à une étude sérieuse de la région. Il n'y a manifestement pas la capacité suffisante dans les universités canadiennes. Les connaissances dont nous disposons sont dispersées – quelques professeurs ici, quelques connaissances concentrées dans nos organismes militaires et de sécurité, certaines informations diplomatiques. Même au sein de notre corps diplomatique, nous disposons de peu de capacité en langue arabe.

**Quatrièmement**, bien que nous ayons de la difficulté à l'admettre, le Canada doit également faire preuve d'une extrême sensibilité vis-à-vis de la préoccupation des États-Unis en matière de terrorisme. Toute discussion relative à notre politique au Moyen-Orient doit englober une conscience extrême de la perspective états-unienne. Le Canada n'a pas attaqué le 11 septembre, alors que les États-Unis l'ont été. En apportant notre aide à nos voisins états-unis sur les questions de sécurité, nous protégeons notre partenariat économique et notre alliance diplomatique. Les États-Unis savent que leurs récentes interventions dans le monde musulman (Irak, Afghanistan) leur ont valu des ennemis ainsi que des amis. Et, si nous voulons continuer à bénéficier de leur puissante économie, nous devons être disposés à prendre en compte leurs préoccupations en matière de sécurité.

## Une modeste proposition

Compte tenu de ces contraintes, comment pourrions-nous envisager de « repenser » notre politique à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord? Nous devons avoir une discussion sérieuse à ce sujet, qui prenne en compte et équilibre :

- les intérêts du Canada dans la promotion des droits de l'homme et du droit international dans la région;
- notre réputation parmi nos alliés;
- nos intérêts économiques et commerciaux;
- nos préoccupations pour la sécurité physique et le bien-être économique de tous les peuples de la région, sans distinction de religion, de race ou d'origine ethnique;
- notre réputation internationale.

*« Toutefois, à l'heure actuelle, il existe peu de marge de manœuvre au Canada pour une discussion raisonnée relative à la position appropriée que notre pays devrait adopter au sujet de la question épineuse propre à Israël et à la Palestine. »*

Le fait que le Canada n'est pas aussi privilégié que les États-Unis, qui disposent de groupes de réflexion et d'une expertise sur le monde arabe, ne signifie pas que nous ne devrions rien faire pour réfléchir à un moyen de sortir de ce cadre.

Fin 2010, le gouvernement du Canada a accordé environ 500 000 \$ à un groupe de réflexion canadien consacré à la tenue d'une conférence internationale sur l'antisémitisme. L'objectif de la conférence – lutter contre l'antisémitisme – a été perçu par le gouvernement comme un important objectif de politique publique.

Nous suggérons que le gouvernement canadien finance une conférence similaire, parrainée par le Conseil national ou un autre organisme canadien reconnu, pour explorer, analyser, chercher des solutions et en débattre, en vue de renforcer les relations du Canada avec le monde arabe. Cette conférence pourrait s'inspirer d'expertises canadiennes, telles que :

-des professeurs qui enseignent et étudient la politique et l'économie du Moyen-Orient dans les universités canadiennes;

-les dizaines d'organisations représentant la communauté arabe au Canada (p. ex., l'Association égypto-canadienne, le Congrès Palestino-Canadien, etc.);

-des représentants de la communauté juive au Canada;

-des ONG et des institutions académiques canadiennes actives dans le monde arabe;

-des diplomates canadiens (actuels et retraités) ayant servi dans un certain nombre de pays arabes ou d'organisations internationales;

-des associations professionnelles axées sur les échanges et le commerce avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Cette conférence pourrait avoir recours à des demandes de communications pour faire en sorte que la discussion se déroule de manière ciblée et sérieuse. Elle pourrait également inciter des experts originaires de l'extérieur du pays, y compris des États-Unis, de l'Europe et des pays arabes eux-mêmes, à participer en tant qu'invités spéciaux.

## Conclusion

Au cours des dernières années, le Canada a trébuché dans une politique (ou un ensemble de politiques) incohérente à l'égard du Proche-Orient, qui a nui à sa réputation internationale et présente des risques potentiels pour ses partenariats économiques. Il faudra un certain temps pour réorienter notre politique et, pour ce faire, nous consacrer à beaucoup de discussions sérieuses. Il n'y a pas de temps à perdre.

Conseil national des relations canado-arabes  
116, Promenade du Portage  
Gatineau, Québec  
J8X 2K1  
Téléphone: 613-238-3795  
Courriel: [nccar@nccar.ca](mailto:nccar@nccar.ca)  
[www.nccar.ca](http://www.nccar.ca)